



## Marché pétrolier et alliance OPEP + : position de l'Arabie saoudite dans le contexte de la guerre en Ukraine

*Accélération de la hausse des cours du brut depuis le début du conflit en Ukraine. Les cours du Brent avaient déjà augmenté de 50% en 2021. L'Arabie saoudite et la Russie, les deux principaux exportateurs de pétrole dans le monde, ont collaboré avec succès depuis avril 2020 dans le cadre de l'alliance OPEP+ pour garantir le bon approvisionnement du marché pétrolier, en favorisant une remontée continue des cours du brut. Lors de sa réunion du 2 mars, l'OPEP+ s'est contentée de reconduire le mécanisme d'augmentation progressive de la production de pétrole de 400 000 barils/jour en avril. Le comité ministériel de l'OPEP+ a considéré que la volatilité des cours du brut n'avait pas pour origine un déséquilibre d'approvisionnement du marché. La prochaine réunion de l'OPEP+ se tiendra le 31 mars. Par son attachement au maintien de la cohésion de l'alliance, l'Arabie saoudite, qui refuse d'augmenter sa production de pétrole de manière unilatérale, se pose en soutien tacite des intérêts économiques de la Russie. Les sanctions américaines sur les achats de produits pétroliers en provenance de Russie n'auront qu'un impact limité. La Chine pourrait permettre à la Russie de compenser la baisse des volumes vendus aux Américains.*

### **1. Evolution récente des cours du baril de pétrole Brent**

En 2021, les cours du baril de pétrole Brent<sup>1</sup> ont enregistré une hausse continue, sous l'effet de la reprise de la demande mondiale. Le cours a augmenté de 51% entre début janvier et fin décembre 2021, passant de 51 USD/baril au 2 janvier 2021 à 78 USD/baril au 31 décembre.

En 2022, la hausse du prix du baril s'est poursuivie de manière continue : au 23 février, le cours du baril de Brent était de 97 USD contre 78 au début de l'année, soit une augmentation de 24% sur la période.

Depuis le début du conflit en Ukraine, le baril a subi une forte augmentation, atteignant 133 USD le 8 mars (plus haut depuis 2008), jour de l'annonce par les États-Unis, suivie de celle du Royaume-Uni, de l'interdiction de ses importations d'hydrocarbures en provenance de Russie. Le cours est redescendu dès le lendemain pour clôturer à 111 USD le baril le 9 mars, et se stabiliser autour de ce niveau depuis lors.

A ce stade, on peut considérer que la hausse des cours du brut et son évolution très volatile, depuis le déclenchement des hostilités, est essentiellement d'ordre spéculative et que l'approvisionnement des marchés mondiaux n'est affectée.

### **2. L'Arabie saoudite et la Russie, acteurs déterminants de l'alliance OPEP+**

Pour mémoire, l'OPEP+, alliance constituée des pays membres de l'OPEP et d'autres pays producteurs<sup>2</sup>, dont la Russie, s'étaient entendus fin 2016 pour réduire leur offre de pétrole. En 2015, le cours du baril de Brent avait chuté de 44%, clôturant l'année à 37 USD, au plus bas depuis 2004. La décision de l'OPEP+ avait conduit à une remontée des cours en 2017, à 54 USD/baril en moyenne annuelle puis en 2018 (71 USD/baril en moyenne annuelle), avant de redescendre à 64 USD/baril en 2019.

---

<sup>1</sup> Le Brent est une référence de prix pour une partie du marché pétrolier, dont le marché européen. Le WTI (*West Texas Intermediate*) est le pétrole qui sert de référence principale sur le marché américain.

<sup>2</sup> OPEP : Algérie, Angola, Arabie saoudite, Congo, Emirats arabes unis, Gabon, Guinée équatoriale, Irak, Koweït, Nigeria. Non OPEP : Azerbaïdjan, Bahreïn, Brunei, Kazakhstan, Malaisie, Oman, Russie, Soudan, Soudan du Sud.

En mars 2020, l'échec des négociations de la réunion OPEP+ (5 et 6 mars) avait provoqué la chute brutale du cours du baril de Brent de 20,5 % à 31,02 USD à l'ouverture des Bourses lundi 9 mars, soit le prix le plus bas depuis 1991. L'absence d'accord entre l'Arabie saoudite et la Russie, les deux principaux producteurs de l'alliance, avait provoqué une guerre des prix et des volumes de production, pour conquérir des parts de marché dans le contexte de l'effondrement de la demande mondiale lié aux conséquences économiques de la pandémie de Covid-19.

Le 12 avril 2020, l'accord historique de réduction de la production de pétrole de 9,7 millions de barils par jour à compter du 1<sup>er</sup> mai, avait permis de contenir la baisse du cours du baril de Brent, qui atteignait malgré tout un plus bas à 22 USD/baril le 21 avril, soit un plus bas de 20 ans.

La reconduction des décisions de l'OPEP+ depuis avril 2020, conjuguée à la reprise progressive de l'activité économique mondiale, a favorisé la remontée continue des cours du brut qui ont atteint, en moyenne annuelle, 42 USD/baril en 2020, 71 USD/baril en 2021.

Le désaccord entre la Russie et l'Arabie saoudite le 6 mars 2020, illustre qu'en l'absence d'entente entre les deux pays exportateurs de pétrole dans le monde, les marchés pétroliers peuvent se trouver fortement déstabilisés. L'accord conclu en avril 2020 avait permis à l'Arabie saoudite d'apparaître comme le principal artisan du succès de la négociation. Riyad retrouvait sa position d'acteur majeur du marché pétrolier mondial, prônant une discipline de contrôle de l'offre de brut pour favoriser la reprise de l'économie mondiale et la stabilité d'approvisionnement des marchés.

En mars 2022, sur la base des quotas de production alloués, la Russie et l'Arabie (10,4 millions de barils par jour pour chacun) représentent 26,3% chacun de la production de l'OPEP+.

### **3. Position de l'alliance OPEP+ et de l'Arabie saoudite dans le contexte du conflit en Ukraine**

Lors de sa réunion du 2 mars 2022, les producteurs de pétrole de l'OPEP+ ont convenu de s'en tenir au mécanisme en vigueur d'augmentation progressive de la production de pétrole de 400 000 barils/jour en avril. Le comité ministériel de l'OPEP+ a considéré que la volatilité des cours du brut n'avait pas pour origine un déséquilibre d'approvisionnement du marché pétrolier. La prochaine réunion de l'OPEP+ se tiendra le 31 mars.

Lors de son échange téléphonique avec le président Poutine, le Prince héritier saoudien *"reiterated the kingdom's keenness to maintain the balance and stability of oil markets, highlighting the role of the OPEC+ agreement in this regard and the importance of maintaining it"*

De son côté, le ministre émirien de l'Énergie, Saouhail Al-Mazrouei a indiqué, le 9 mars, que les Émirats arabes unis restaient engagés dans l'accord de l'OPEP+, d'augmentation mensuelle de la production de l'alliance de 400.000 b/j pour approvisionner le marché pétrolier mondial.

Ces deux déclarations sont essentielles. En effet, seuls l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis au sein de l'OPEP+ ont la capacité d'augmenter leur production de pétrole, le Koweït et l'Irak également dans une moindre mesure, pour compenser d'éventuelles baisses d'exportations de pétrole russe du fait de sanctions. Les autres producteurs, pour des raisons variées, rencontrent des difficultés à augmenter leur production mensuelle au rythme de l'engagement de 400 000 b/j. Cet engagement global est la somme des augmentations respectives de chacun des États constituant l'OPEP+.

La capacité additionnelle de mise sur le marché de l'Arabie saoudite est estimée à 2 millions de barils/jour. Celle des Émirats arabes unis serait de l'ordre de 1 million de barils/jour.

Hors OPEP+, on estime que l'Iran serait en mesure d'augmenter ses exportations de pétrole de 1,3 million de barils/jour (dans l'hypothèse d'une levée des sanctions) et le Venezuela de 600 000 barils/jour.

#### **4. Impact attendu des sanctions sur les exportations de pétrole et de gaz russe**

Les sanctions américaines sur les importations d'hydrocarbures en provenance de Russie n'auront pas d'effet notable sur les équilibres du marché pétrolier. La Russie ne représentait en 2021 que 8% des importations américaines de produits pétroliers et les cours élevés du pétrole devraient favoriser une augmentation de la production américaine de pétrole non conventionnel (*shale oil*). A l'inverse, la Russie ne sera que peu affectée par ces sanctions : les États-Unis ne représentent en effet que 3,4% des exportations de pétrole brut et 7,5% des ventes de produits pétroliers raffinés de la Russie.

En outre, la Russie pourrait se reporter sur le marché chinois pour compenser une partie des moindres quantités vendues aux États-Unis. Deuxième exportateur mondial de pétrole derrière l'Arabie saoudite, la Russie est le second fournisseur de la Chine avec une part de marché de 15% en 2021, après l'Arabie (17%). La Chine est par ailleurs le 1<sup>er</sup> client de la Russie, comptant pour 20% de ses exportations de pétrole. Par ailleurs, le niveau très élevé des cours du brut compense en valeur, à ce stade, les pertes de volumes exportés par la Russie vers les États-Unis.

Le 1<sup>er</sup> mars, dans le cadre d'un accord pris par les États membres de l'Agence internationale de l'énergie, il a été décidé de mettre sur le marché, 60 millions de barils issus des stocks de réserves stratégiques, pour assurer le bon approvisionnement du marché. La contribution des États-Unis est de 30 millions de barils.

L'Europe achète près des trois quarts du gaz et près de la moitié du pétrole (sous forme brute et en produits raffinés) exportés par la Russie. En raison de sa forte dépendance en pétrole et en gaz russes, et des situations très disparates de chacun des États membres, l'Union européenne n'est pas en capacité d'interrompre ses achats d'hydrocarbures en provenance de Russie. L'Union européenne dépend à hauteur de 40 % de la Russie pour son approvisionnement en gaz et de 25% pour ses achats de produits pétroliers. S'agissant du gaz, il est impossible, à court terme, d'y trouver des substituts en raison des contraintes sur les infrastructures physiques, notamment sur le transport. Les principales sources alternatives d'approvisionnement en gaz seraient le Qatar et les États-Unis.

#### ***Commentaires***

*Les fortes pressions exercées par les pays occidentaux, au premier rang desquels les États-Unis, sur l'Arabie saoudite pour qu'elle augmente sa production de pétrole de manière unilatérale n'ont à ce jour pas eu d'effet. L'Arabie saoudite considère qu'il n'y a pas à ce jour de tension sur l'approvisionnement des marchés et que la volatilité des cours est de nature spéculative.*

*L'Arabie saoudite reste attachée à la cohésion de l'alliance OPEP+ qui a permis une stabilisation de l'approvisionnement des marchés pétroliers depuis deux ans et une remontée des cours du pétrole. Cette position ne devrait pas évoluer d'ici la prochaine réunion de l'OPEP+ du 31 mars.*

*Depuis sa nomination en qualité de ministre de l'Énergie, Abdulaziz ben Salman, demi-frère du Prince héritier, s'est imposé comme garant de la stabilité du marché du brut et une barrière contre l'interventionnisme, se définissant lui-même comme un « volatility buster » et promettant de faire souffrir « like hell » ceux qui voudraient spéculer sur le marché. Si l'Arabie ne reviendra certainement pas sur sa décision d'augmenter graduellement la production de l'OPEP+, il semble probable que le ministre saoudien s'opposerait le moment venu à une flambée des prix qui lui semblerait issu de spéculations décorrélées du marché.*